

Canadian Economic Policy, par T.-N. BREWIS, H.-E. ENGLISH, ANTHONY SCOTT ET PAULINE JEWETT. Un vol., 6 po. x 9¼, relié, 365 pages. — THE MACMILLAN CO. OF CANADA LTD., Toronto, 1961. (\$5.50)

Gilles DesRochers

Volume 37, Number 3, October–December 1961

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1001746ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1001746ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

HEC Montréal

ISSN

0001-771X (print)

1710-3991 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

DesRochers, G. (1961). Review of [*Canadian Economic Policy*, par T.-N. BREWIS, H.-E. ENGLISH, ANTHONY SCOTT ET PAULINE JEWETT. Un vol., 6 po. x 9¼, relié, 365 pages. — THE MACMILLAN CO. OF CANADA LTD., Toronto, 1961. (\$5.50)]. *L'Actualité économique*, 37(3), 568–569.
<https://doi.org/10.7202/1001746ar>

dangereux de capitaux spéculatifs et de maintenir une unité de fait de la valeur monétaire. Cet organisme surveillerait également l'équilibre des balances de paiements et permettrait en réalité une réforme progressive, préférable à l'introduction d'un changement trop brusque et trop radical.

La thèse que le professeur Giuseppe Mirabella développe dans son ouvrage paraîtra certainement inacceptable à beaucoup de lecteurs et soulèvera de nombreuses objections. Néanmoins, sur le plan théorique, le raisonnement et les conclusions restent éminemment logiques. L'avenir seul démontrera dans quelle mesure une unification financière aussi poussée, des États membres du Marché Commun, sera réalisable.

Alice Poznanska

Canadian Economic Policy, par T.-N. BREWIS, H.-E. ENGLISH, ANTHONY SCOTT ET PAULINE JEWETT. Un vol., 6 po. × 9¼, relié, 365 pages. — THE MACMILLAN CO. OF CANADA LTD., Toronto, 1961. (\$5.50).

Il s'agit d'un ouvrage dans lequel les auteurs analysent la politique économique canadienne depuis la fin du dernier conflit mondial.

À la division traditionnelle de l'étude de la politique économique selon les secteurs (politique agricole, des transports, du travail, etc.), on a substitué un examen des politiques économiques par rapport aux objectifs poursuivis: allocation efficace des ressources, stabilité et plein emploi, égalité ou justice sociale.

La première partie du livre traite de l'incidence des impôts, des subsides, des paiements de transfert, etc., sur l'affectation des ressources. L'examen de l'effet des tarifs douaniers sur l'économie constitue l'une des meilleures analyses d'ouvrage. Deux chapitres sont ensuite consacrés à l'influence de l'État sur l'affectation des ressources dans l'avenir, c'est-à-dire au rôle de l'État dans l'accumulation du capital. Il s'agit en vérité d'un exposé des imperfections du marché du capital et de la difficulté à définir un taux idéal de croissance économique. L'importance de mesurer la rentabilité sociale des investissements publics est heureusement soulignée. En cette matière, nos gouvernements souffrent d'un retard qu'il est urgent de rattraper si l'on désire améliorer l'allocation des ressources à des fins collectives. Dans l'ensemble, cette deuxième partie constitue plutôt un exposé des problèmes que comporte l'action de l'État dans l'allocation des ressources qu'une évaluation des effets de cette action.

La deuxième partie de l'ouvrage est une analyse de la politique de stabilisation. Elle débute par un chapitre traitant de l'influence de la pensée keynésienne sur la politique canadienne de plein emploi après la guerre. Un chapitre complet décrit l'organisation de la prévision économique dans l'administration fédérale. Nous savions déjà que l'éclectisme le plus complet règne en ce domaine. Quelles que soient les méthodes utilisées (incluant les modèles économétriques), au moment de la décision économique, une place très large semble faite au jugement économique, ce qui bien souvent équivaut probablement à des conjectures «éclairées». On pourrait reprocher aux auteurs de n'avoir pas mentionné les prévisions économiques en agriculture, publiées chaque année. La politique fiscale et monétaire

est étudiée dans deux chapitres successifs. Il s'agit d'un résumé effectué à partir de travaux excellents qui existaient déjà.

Un chapitre sommaire sur un sujet bien peu étudié, la politique sociale, et un chapitre tout aussi sommaire, quoique très synthétique, sur la politique commerciale et les problèmes que posent les relations économiques du Canada avec l'étranger, constituent la quatrième partie.

Enfin, dans une dernière partie, il est brièvement question des fondements théoriques de la politique économique et du rôle de l'économiste dans la formulation de celle-ci. L'ouvrage se termine par un exposé des aspects administratifs et politiques de l'élaboration et de la mise en route de la politique économique. Il s'agit là, peut-être, de la partie la plus originale de l'ouvrage.

En conclusion, les auteurs soulignent la nécessité de clarifier les objectifs de la politique économique afin qu'ils ne soient pas confondus avec les instruments utilisés pour les atteindre. Les auteurs regrettent que la discussion publique des problèmes de politique économique souffre d'une carence de périodiques populaires éclairés.

On a ajouté, en appendice, une étude des problèmes relatifs à la mesure des variables économiques: emploi, chômage, production nationale, ainsi qu'à l'interprétation des relations entre ces variables. L'auteur se livre ensuite à une interprétation empirique des fluctuations de l'économie canadienne entre 1946 et 1960.

Les travaux consacrés à l'étude de la politique économique canadienne sont beaucoup plus abondants que les études théoriques. Néanmoins, il s'agit du premier ouvrage consacré à l'ensemble des problèmes de politique économique dans ce pays. Il faut donc savoir gré aux auteurs d'avoir mis à la disposition des étudiants, des professeurs et des citoyens avertis, le premier manuel de politique économique canadienne. C'est là l'originalité de ce travail. Il doit être complété cependant par la lecture des études mentionnées dans la bibliographie, pour celui qui désire approfondir sa connaissance de notre politique économique. Comme d'habitude, la bibliographie ignore les études publiées en langue française au pays.

Gilles DesRochers

Consommation et épargne (Théorie de la fonction de consommation), par JEAN-CLAUDE EICHER. Un vol., 7¼ po. × 8¾, broché, 165 pages. — SIREY, 22, rue Soufflot, Paris (V^e), 1961. (15 NF).

Il fut un temps, pas très éloigné, où l'étude de la consommation avait disparu de façon presque complète des préoccupations des économistes. Si cette attitude s'est profondément modifiée depuis une trentaine d'années, on le doit, en bonne partie, à des causes d'ordre essentiellement pratiques, telles que la nécessité des études de marchés, devant le développement énorme des biens de consommation durables. Ces études ont en effet pour but de rendre compte de l'existence de la demande ou de la susciter. À ces causes est venue s'ajouter en 1936 la parution de l'ouvrage révolutionnaire de Keynes. La *Théorie générale de l'emploi*, de